

Croissance inclusive, réduction des inégalités et emploi décent

Auteurs : Papa Yona Boubacar Mané (économiste, UGB), Aboubacry Demba Lom (économiste), François Joseph Cabral (économiste, UCAD)

Relecteur : Mame-Penda Ba (politiste, UGB)

Résumé : Bien que le Sénégal ait enregistré une croissance économique notable, celle-ci ne s'est pas traduite par une réduction proportionnelle de la pauvreté. Les inégalités persistent, suggérant que les bénéficiaires de la croissance ne sont pas équitablement répartis. Pour transformer la croissance économique en un développement véritablement inclusif, il est impératif de concentrer les efforts sur trois leviers essentiels : (i) la constitution d'une masse critique de citoyens éduqués et qualifiés, (ii) le renforcement et la valorisation de la recherche scientifique, technique et de l'innovation, (iii) l'amélioration continue de l'environnement des affaires.

Introduction

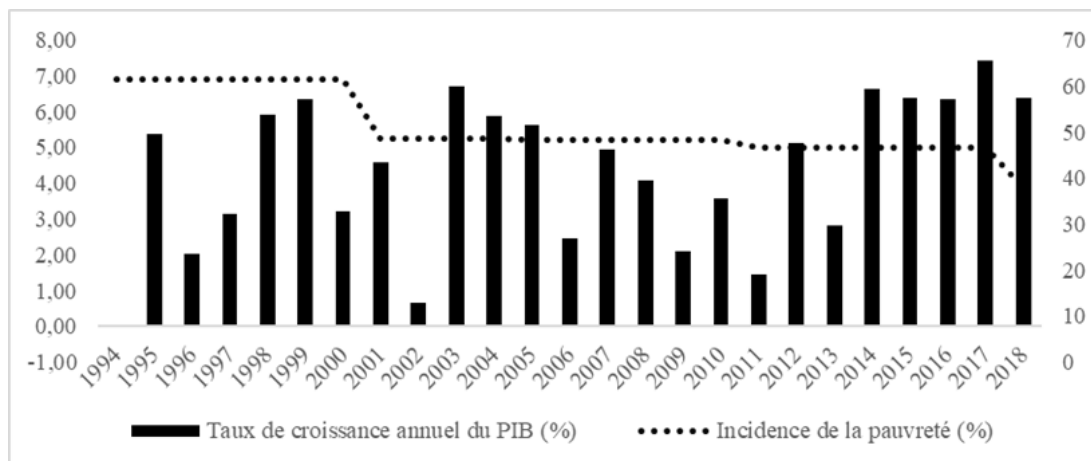
Globalement, la croissance économique n'est pas inclusive au Sénégal. Malgré une performance relativement satisfaisante ces dernières années et en dépit du recul dû à la Covid-19, les progrès du Sénégal ne se sont pas traduits par une amélioration équitable des conditions de vie pour tous les citoyens. Les données issues des enquêtes harmonisées sur les conditions de vie des ménages (EHCVM) révèlent une stabilité relative de la prévalence de la pauvreté entre 2018 (37,8 %) et 2022 (37,5 %). Le rythme de croissance économique au Sénégal engendre une réduction de la pauvreté, mais cette dernière s'effectue à un rythme beaucoup plus lent que celui de la création de richesses au regard de la croissance démographique de 2,9 % selon le recensement de 2023. Cette situation soulève des questions fondamentales sur la nature inclusive de la croissance économique sénégalaise.

Cette analyse s'inscrit dans un contexte marqué par l'accession du Sénégal au statut de pays producteur de pétrole. Cette nouvelle donne offre des perspectives économiques prometteuses, mais elle nécessite une gestion avisée et stratégique pour garantir que les revenus pétroliers bénéficient à tous les segments de la société et contribuent à un développement durable et inclusif.

Données probantes et analyse

Au cours des décennies 2000 et 2010, le rythme de la baisse de l'incidence de la pauvreté n'a pas été proportionnel à celui de la création de richesses. Le graphique 1 illustre clairement que, bien que le taux de croissance du PIB ait fluctué au fil des années, l'incidence de la pauvreté n'a pas diminué au même rythme.

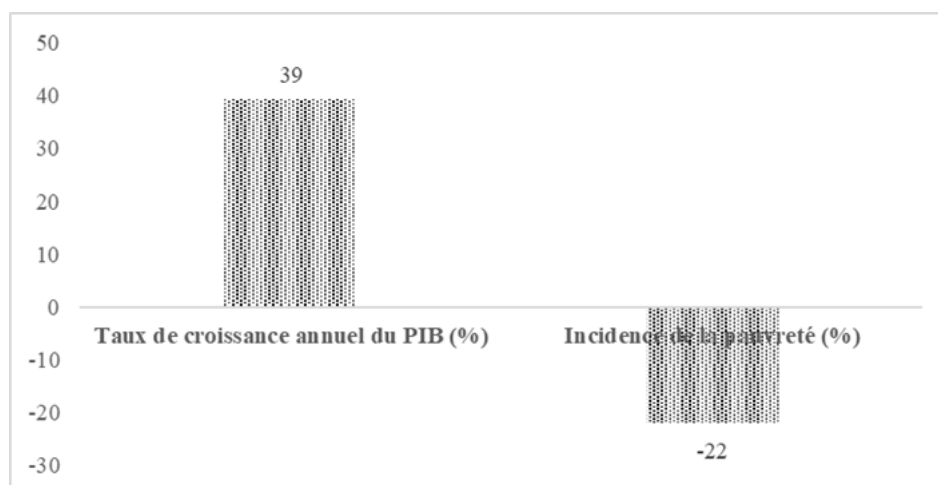
Figure 1 : Évolution du taux de croissance du PIB et de l'incidence de la pauvreté (1994-2018)



Source : Cabral (2025).

En effet, alors que le taux de croissance économique a enregistré une hausse moyenne de 39 % pour la période 2001-2018, le taux de pauvreté a reculé de 22 %, soit un écart de 17 % entre les deux indicateurs (fig. 2). Cette divergence suggère que les mécanismes de redistribution des richesses sont insuffisants ou inefficaces. Il est essentiel d'examiner en profondeur les politiques fiscales et sociales pour identifier les obstacles à une répartition plus équitable des bénéfices de la croissance.

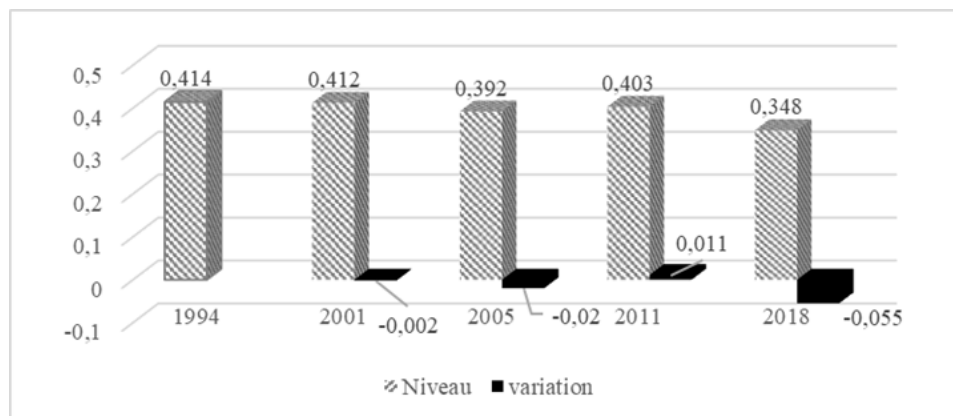
Figure 2 : Variation moyenne du taux de croissance du PIB et de l'incidence de la pauvreté (2001-2018)



Source : Cabral (2025).

L'indice de Gini, qui mesure le degré d'inégalité des revenus¹, a connu une amélioration limitée, passant de 0,412 en 2001 à 0,348 en 2018. Cette réduction de 6,6 % en près de deux décennies témoigne de la lenteur des progrès en matière de réduction des inégalités.

Figure 3 : Niveau et variation de l'indice de Gini (%) (1994-2018)



Source : Banque mondiale, 2021.

La période 2014-2018 a été caractérisée par une croissance économique relativement soutenue, mais cette dynamique a été freinée par les chocs exogènes liés à la pandémie de COVID-19 et au conflit russo-ukrainien. Ces crises ont mis en évidence la vulnérabilité de l'économie sénégalaise face aux chocs externes et ont souligné la nécessité de renforcer la résilience économique. Les prévisions pour 2025 indiquent que le pays pourrait atteindre un taux de croissance de 8,4 %.

Les chiffres du taux de chômage, bien qu'en légère baisse de 22,3 % en 2023 à 20 % en 2024 (ANSD, 2025), demeurent préoccupants, en particulier chez les jeunes et les femmes. La persistance d'un chômage élevé, combinée à des inégalités de revenus significatives, suggère que la croissance économique ne génère pas suffisamment d'opportunités pour l'ensemble de la population.

Options d'action à considérer

Afin de transformer la croissance économique en un développement véritablement inclusif et durable, il est important de prendre en compte les recommandations stratégiques suivantes :

1. Investir massivement dans la formation des ressources humaines : l'éducation et la formation professionnelle sont des leviers essentiels pour favoriser l'inclusion économique et sociale. Des efforts spécifiques doivent être déployés pour renforcer l'enseignement technique et professionnel et améliorer la qualité et l'adéquation des formations universitaires afin de

¹ L'indice de Gini est une mesure de l'inégalité des revenus au sein d'une population. Il varie de 0 à 1 (ou de 0 à 100 s'il est exprimé en pourcentage), où : 0 représente une égalité parfaite (tout le monde a exactement le même revenu) et 1 (ou 100 %) représente une inégalité parfaite.

répondre aux besoins du marché du travail et de favoriser l'insertion des jeunes. Des stages obligatoires et des programmes d'apprentissage pourraient être mis en place pour encourager les jeunes à acquérir les compétences recherchées par les employeurs.

2. Promouvoir l'innovation et la recherche. La recherche scientifique et technique est un moteur essentiel de la croissance économique et du développement durable. Il est important de renforcer les liens entre les institutions de recherche, les incubateurs et le secteur privé, afin de favoriser l'innovation et l'application des connaissances scientifiques aux défis économiques et sociaux. Des incitations fiscales et des subventions pourraient être mises en place pour encourager les entreprises à investir dans la recherche et le développement.
3. Améliorer le climat des affaires. Un environnement des affaires favorable est essentiel pour attirer les investissements et stimuler la croissance économique. Il est important de simplifier les procédures administratives, de réduire la bureaucratie et de garantir un cadre réglementaire transparent et prévisible. Des mesures spécifiques pourraient être prises pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME), qui jouent un rôle crucial dans la création d'emplois et la promotion de l'inclusion économique.
4. Soutenir la création et le développement des très petites entreprises (TPE). Renforcer les dispositifs existants, tels que les guichets uniques et les aides techniques et financières, pour stimuler l'entrepreneuriat et lutter contre le chômage, en particulier chez les jeunes et les femmes.
5. Réduire les inégalités par des politiques sociales ciblées. Les politiques sociales existantes doivent faire l'objet d'une évaluation d'impact pour documenter leurs dysfonctionnements et améliorer leurs performances notamment en matière de réduction des inégalités et de création d'opportunités.
6. Promouvoir l'inclusion du secteur informel. Évaluer et améliorer les programmes visant à faciliter la transition des entreprises informelles vers le secteur formel, en offrant un soutien technique, financier et réglementaire adapté.